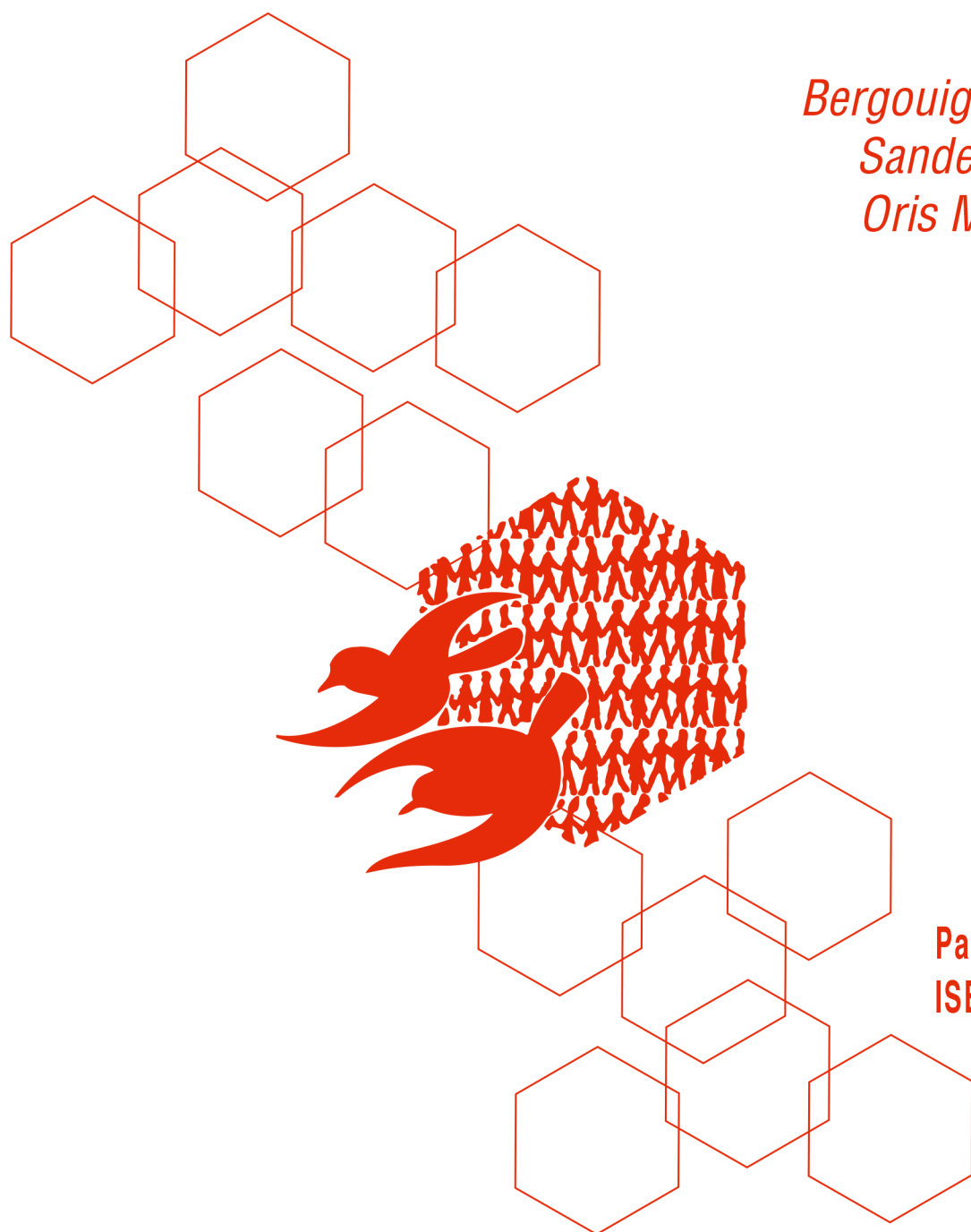


# Quand le vieillissement change la donne : enjeux démographiques, politiques et socioéconomiques

*Bergouignan Christophe,  
Sanderson Jean-Paul,  
Oris Michel (éditeurs)*



Paris, 2020  
ISBN 978-2-901107-03-3

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
AIDELF – 9, cours des Humanités - CS 50004 – 93322 Aubervilliers Cedex (France) – <http://www.aidelf.org>

# Quand le vieillissement change la donne : enjeux démographiques, politiques et socioéconomiques

Édité par Christophe Bergouignan, Jean-Paul Sanderson et Michel Oris  
2020

Jean-Paul Sanderson, Christophe Bergouignan, Michel Oris	3
Quand le vieillissement change la donne : enjeux démographiques, politiques et socioéconomiques	
Claude-Michel Loriaux	5
Quand le vieillissement démographique bouleverse la vie des citoyens et perturbe l'organisation de nos sociétés : petite histoire d'un combat personnel pour une vieillesse (re)valorisée	
Maria João Guardado Moreira, Vitor Pinheira	29
Le développement de politiques publiques municipales pour un vieillissement actif	
Jean-Luc Guyot, Grégoire Lits, Jacques Marquet	43
La prospective du bien vieillir : examen critique d'un exercice wallon	
Claude-Michel Loriaux, André Lambert, Louis Lohlé-Tart	61
Politiques de la vieillesse et politiques du vieillissement : le grand écart ?	
Willy Adrien Yakam, Yves Carrière, Thomas Legrand	75
Vulnérabilité des personnes âgées au Cameroun : formes et facteurs	
Marcel Nkoma	95
Pension vieillesse et pauvreté des personnes âgées au Cameroun	
Bilampo Gnoumou Thiombiano, Jean-François Kobiane, Noufou Savadogo	111
Vieillesse au Burkina Faso, les femmes sont-elles plus vulnérables que les hommes ?	
Maria Cristina Sousa Gomes, João Lourenço Marques, Inês Castro Sá	131
Vieillissement et difficultés : peut-on différencier, au niveau local, les difficultés exprimées par les personnes âgées au Portugal en 2011 ?	
Marie-Noëlle Duquenne, Stamatina Kaklamani, Dimitris Karkanis	147
Compréhension et mesure du vieillissement dans les zones rurales en Grèce : un processus complexe et pluriel	
Virginie Dejoux	167
La mobilité quotidienne des personnes âgées en France	
Armelle Klein, Frédéric Sandron	175
Attitudes et opinions des personnes âgées face aux nouvelles technologies. Résultats d'une enquête à La Réunion	

# Quand le vieillissement démographique bouleverse la vie des citoyens et perturbe l'organisation de nos sociétés : petite histoire d'un combat personnel pour une vieillesse (re)valorisée<sup>1</sup>

LORIAUX Claude-Michel\*

## ■ Avertissement/résumé

*Je retrace ici les débats scientifiques qui ont marqué ma carrière professionnelle autour d'un phénomène démographique essentiel devenu une préoccupation majeure pour toutes les sociétés : le vieillissement.*

*Ayant été très tôt confronté à des théories catastrophistes du vieillissement que j'ai été amené à combattre en développant une vision alternative plus positive, baptisée pour la circonstance « la révolution grise », et étant arrivé moi-même à l'aube d'un âge qui lui a fait apparaître que le vieillissement n'était pas seulement un concept théorique et intellectuel, mais une réalité souvent douloureuse vécue dans la chair et les os, il m'a semblé qu'il n'était pas illégitime de faire le point sur un parcours qui fut souvent parsemé de conflits et de querelles idéologiques, en postulant que les phénomènes de population ne sont compréhensibles que s'ils sont restitués dans le long terme et que les situations actuelles doivent toujours être réinterprétées à l'aune des évolutions passées.*

*J'ai choisi d'évoquer ses souvenirs à la première personne, notamment parce que j'ai le sentiment de ne pas avoir toujours bénéficié du soutien que j'aurais espéré recevoir de la part de collègues restés inféodés aux théories de l'époque véhiculées par la communauté des démographes français (ou belgo francophones) sous la houlette d'Alfred Sauvy (qui pourtant sut se montrer à l'occasion un adversaire loyal).*

## Lorsque la vieillesse survient

Le titre même de ce xx<sup>e</sup> colloque de l'AIDELF et de cette 44<sup>e</sup> Chaire Quetelet jumelée au précédent atteste déjà de l'importance du questionnement soulevé par cette manifestation : « Comment vieillissons-nous ? ». C'est que le vieillissement est, avec la mort, le seul phénomène auquel tout le monde est soumis, sans exception, si du moins rien ne vient interrompre brutalement et prématurément le déroulement normal de la vie.

<sup>1</sup> Article dont la première version a fait l'objet d'une communication à la séance introductive du xxe colloque international de l'AIDELF et à la 44<sup>e</sup> Chaire Quetelet intitulée « Comment vieillissons-nous ? » (Louvain-la-Neuve, 28-31 août 2018).

\* Professeur émérite UCL. Centre de recherche en démographie / Adrass.

Les jeunes y sont confrontés comme les vieux, même si ces derniers en sont plus rapprochés et sont plus portés à s'en préoccuper lorsque les signes de ce vieillissement se manifestent, puisque le vieillissement est d'abord un processus de transformation biologique qui modifie nos capacités physiques et mentales au fur et à mesure de l'écoulement du temps, qui change nos apparences et nos comportements et dont les biologistes nous disent qu'il démarre en fait dès la naissance.

Personnellement en tant que vieux professeur retraité ayant dépassé l'âge où l'on n'est plus sensé être un lecteur de Tintin (de 7 à 77 ans), je serai tenté de répondre à la question « Comment vieillissons-nous ? » par une boutade en lançant laconiquement « Mal ! ». « Mal » parce que, en avançant en âge, on découvre comme moi que les articulations se grippent et qu'il est peut-être temps de penser à demander une documentation pour les monte-escaliers, de solliciter auprès de son dentiste une remise de prix pour un bridge (éventuellement des implants pour les plus fortunés ou ceux désireux de coupler l'intervention avec un voyage d'agrément en Turquie ou ailleurs), ou encore de consulter un centre de la mémoire pour comprendre pourquoi elle flanche quand il s'agit de retrouver le nom d'un auteur, voire même parfois celui d'un ami ou d'un enfant. Bref, une accumulation de pertes ou de défaillances dont on aimerait pouvoir se passer et qui pourrissent parfois l'existence.

Quand j'étais plus jeune (c'est-à-dire beaucoup plus jeune) et que j'avais pris le parti de lutter contre la vision négative du vieillissement qui dominait dans la société, je prenais la précaution de dire que je n'étais pas suspect de défendre des positions corporatistes favorables aux personnes âgées, puisque je ne faisais pas encore partie de cette catégorie.

Aujourd'hui, je n'ai plus cette excuse facile, mais mon passé plaide en faveur de ma sincérité d'opinion et c'est de ce passé que je voudrais précisément vous entretenir.

## Un vieillissement démographique redouté

On sait que le vieillissement démographique n'a été qu'identifié qu'en 1928 par Alfred Sauvy qui, en le nommant, en a révélé l'existence, même si le phénomène avait dans certains pays (comme la France) démarré un peu plus tôt avec l'émergence de la transition démographique et le recul de la fécondité.

Très vite, le vieillissement démographique s'est révélé être une évolution néfaste, à combattre énergiquement en agissant sur les deux seuls leviers possibles : d'abord la natalité qui, en s'effondrant, vidait les berceaux et par la même occasion creusait la base de la pyramide des âges en donnant une importance accrue à son sommet, sans même que les personnes âgées aient augmenté en nombre, du moins au début du processus, et ensuite les migrations de peuplement de nature à compenser les pertes de main-d'œuvre provoquées par la diminution de la natalité en agissant immédiatement sans devoir attendre la montée des jeunes générations revitalisées.

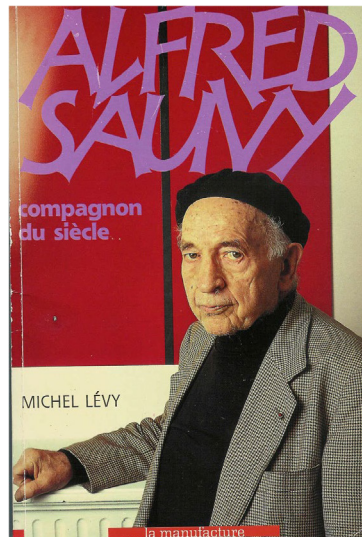
Je me suis souvent demandé pourquoi Alfred Sauvy, qui avait le nez pour dénommer des concepts décrivant de nouveaux phénomènes<sup>2</sup>, avait privilégié le terme « vieillissement » pour désigner cette

---

<sup>2</sup> Rappelons en passant qu'il a aussi créé l'expression « Tiers Monde » pour désigner les pays du Sud confrontés aux deux grands blocs idéologiques formés par les pays capitalistes et les pays communistes (article publié dans l'Observateur le 14 août 1952 sous le titre « Trois monde, une planète »).

mutation des structures par âge alors qu'il était connoté négativement dans le langage courant en désignant une évolution redoutée de tous.

**Figure 1.** Facsimilé de la couverture d'un ouvrage biographique publié quelques semaines avant le décès d'Alfred Sauvy (1895-1990), M. Lévy, Alfred Sauvy, compagnon du siècle, La Manufacture, Paris, 1990, 221 p.



Peut-être n'avait-il guère le choix, même si certains auteurs ont fait preuve plus récemment de créativité, comme Gérard-François Dumont (2003) avec son concept de gérontocroissance, désignant, j'en conviens, un aspect particulier du phénomène (à savoir la croissance du nombre absolu de personnes âgées). Mais je soupçonne quand même Sauvy d'avoir voulu faire coup double en désignant le phénomène qu'il venait de baptiser à la vindicte collective dans la mesure où ce qui faisait peur au niveau individuel (entendez le vieillissement) ne pouvait que faire également peur au niveau collectif.

Jusque-là, ce qui inquiétait les milieux économiques et politiques dirigeants et l'opinion publique, c'était plutôt la dénatalité et la dépopulation qu'elle pouvait entraîner, certains auteurs n'hésitant pas à parler de villes ou de communes tombeaux (Lemaire, 1921) dès que le nombre de décès y dépassait de quelques unités celui des naissances, alors que les transformations des structures par âge laissaient plutôt indifférents.

## Une école de pensée anti-vieillesse

C'est donc au fondateur de l'INED (1946) que l'on doit d'avoir transféré les inquiétudes sur le vieillissement suscitées par le vieillissement individuel sur le vieillissement collectif en n'hésitant pas à l'affubler de qualificatifs peu attirants, comme le « cancer social » ou le « mal anesthésiant ». Bien plus, on lui doit d'avoir réuni autour de sa personne une véritable école anti-vieillesse qui perdure encore de nos jours, composée non seulement de démographes, mais aussi de sociologues, d'économistes, d'historiens, de médecins, de juristes et même d'hommes politiques et d'essayistes. On citera notamment Pierre Chaunu, Michel Godet, Raymond Aron, Evelyne Sullerot, Gérard-François Dumont, Alain Minc, ... et des hommes politiques d'envergure comme François Mitterrand, Jacques Chirac ou Michel Rocard, tous convaincus que le vieillissement, annonciateur de « l'hiver démographique », serait pour les pays occidentaux une forme de suicide, dû à l'inaction et au « refus de voir » selon l'expression d'Alfred Sauvy.

Certes, parmi ces scientifiques et ces politiques, certains sont aujourd'hui disparus, y compris leur chef de file (mort pour l'anecdote à l'âge très respectable de 92 ans) mais d'autres sont survivants et n'ont pas baissé les armes, ou ont même été rejoints par de nouveaux disciples, moins médiatisés mais tout aussi virulents, même si dans l'ensemble les nouvelles générations de démographes ont pris majoritairement distance par rapport aux thèses des pionniers, jugées souvent trop marquées idéologiquement.

Ce sont pourtant ces thèses qui ont constitué pendant des décennies un système théorique très cohérent et qui ont donné au mouvement sa force de pénétration dans l'opinion publique et dans les milieux influents, y compris les agences internationales qui mirent pourtant longtemps – un peu trop à mon avis – à reconnaître que le vieillissement était un phénomène à prendre en compte par les politiques de population et pas seulement les fécondités élevées du Sud.

## Du vieillissement démographique au vieillissement sociétal

Ce qui confère à cet édifice théorique sa puissance, c'est l'assimilation faite entre le vieillissement individuel et le vieillissement démographique, de nature collective et dont la seule interprétation est au départ statistique. Un jalon manquait pourtant pour transformer le vieillissement démographique en véritable vieillissement sociétal et on le trouva en faisant appel à d'autres disciplines, notamment l'économie et la psychologie, malgré la tendance habituelle des démographes de s'isoler dans leur tour d'ivoire et de considérer leur discipline comme la seule science sociale comparable par la rigueur de ses méthodes et techniques aux sciences dures présumées exactes.

Grâce à cette assimilation des concepts et à cette alliance disciplinaire, ce fut un jeu d'enfant de faire porter la responsabilité du vieillissement sur les personnes âgées, affublées de nombreuses caractéristiques connotées négativement et qui seraient non seulement affaiblies physiquement, mais aussi plus fragiles psychologiquement, moins créatives, plus timorées, plus dépendantes, plus conservatrices, plus égoïstes, plus xénophobes, et j'en passe pour ne pas alourdir davantage le tableau.

Sans doute certains de ces attributs étaient-ils plus répandus chez les aînés que chez les jeunes, mais il n'en existait pratiquement aucune évidence empirique et ces affirmations reposaient en partie sur des préjugés et des stéréotypes à la vie dure qui n'ont guère évolué dans le temps et qui semblent faire abstraction du fait que les aînés peuvent aussi évoluer en même temps que la société.

Sauvy (1953, 20) avait d'ailleurs admirablement résumé ce type de raisonnement avec une de ses formules accablantes dont il avait le secret, en affirmant « qu'un pays sans jeunesse est voué à devenir un pays de vieilles gens ruminant de vieilles idées dans de vieilles maisons ».

## « L'esprit malthusien » explique tout (ou presque)

À partir de ce genre de sentence, toutes les dérives sont possibles et le vieillissement sociétal global, ou ce que les détracteurs du vieillissement appellent « l'esprit malthusien », peut justifier tout à la fois la perte de l'esprit d'entreprise et la diminution de la productivité du travail, les obstacles à la

mobilité géographique et professionnelle, la recherche de la sécurité et le corporatisme, le protectionnisme et la concurrence internationale, le laxisme moral et la xénophobie, la poussée gérontocratique et le conservatisme politique, etc.

Pourtant, il est difficile de ne pas se poser certaines questions interpellantes du genre : au moment où le vieillissement apparaît dans les statistiques de population et où les personnes âgées ne représentent encore qu'une petite minorité de la population, de l'ordre au maximum de 5 à 10 %, comment imaginer que si peu d'individus, souvent dépourvus de moyens financiers et de pouvoirs décisionnels, soient en mesure d'orienter les décisions et les comportements d'une collectivité dans son ensemble ?

Mais il y a des interpellations encore plus paradoxales : comme on le sait, ce qui a déclenché l'apparition du vieillissement démographique, c'est la baisse de fécondité liée à l'avènement de la transition démographique occidentale, la baisse de la mortalité n'ayant été qu'un facteur déclencheur qui a profité exclusivement aux nouveaux nés et aux enfants en bas âge mais certainement pas aux personnes âgées dont les effectifs n'ont pratiquement pas varié, du moins au début du processus.

Faire porter la responsabilité du vieillissement démographique par les aînés fut donc une erreur scientifique et en quelque sorte une manipulation de la réalité. S'il fallait à tout prix chercher des responsabilités, c'est du côté des parents qu'il aurait fallu se tourner dans la mesure où ils avaient réduit leur effort reproductif dès l'instant où ils ont compris que la survie des enfants était mieux assurée et que les grandes fratries étaient moins nécessaires pour assurer la transmission patrimoniale et garantir la sécurité des géniteurs dans leur vieillesse.

Est-ce donc pour éviter de culpabiliser les couples de ne plus accomplir complètement leur devoir d'assurer le renouvellement des générations qu'on trouva plus efficace de charger le vieillissement et les vieux de tous les péchés du monde, malgré leur manque d'implication directe dans le processus de vieillissement. Peut-être. Ce qui par contre était plus conforme à la vérité de l'évolution démographique, c'était la pénurie de ressources humaines qui pouvait s'installer dans la foulée de la baisse de la fécondité et de la natalité et entraîner des tensions en termes d'emplois du fait de la raréfaction des nouvelles générations accédant au marché du travail, en impliquant dans la foulée un recours accru obligé à la main-d'œuvre étrangère à travers une politique d'immigration.

## Pas de croissance économique sans croissance démographique ?

Mais dans le même ordre d'idées, un des plus forts arguments qui fut développé par Alain Minc en 1987 dans son ouvrage sur la « Machine égalitaire », et qui fit même des émules au sein de la Commission européenne lors de la publication en 2005 d'un Livre Vert sur les changements démographiques, est incontestablement celui qui affirme sans nuance ni démonstration qu'en l'absence de croissance démographique, il ne peut tout bonnement y avoir de croissance économique. Si une telle affirmation est de nature à séduire les adeptes de la décroissance et les écologistes profonds, elle ne manquera pas d'inquiéter la majorité des économistes et des démographes qui restent convaincus que le progrès humain ne peut se concevoir sans une poursuite de l'accumulation et de la croissance économique.

Je suis toujours surpris d'entendre des collègues français affirmer avec conviction que la France, malgré son handicap économique par rapport à son principal concurrent européen, l'Allemagne, pourra



retrouver une vitalité économique perdue grâce à son dynamisme démographique face au vieillissement de l'Allemagne qui la condamnerait à terme au déclin (pour peu que des mesures correctrices ne soient pas mises en œuvre rapidement).

J'avoue avoir du mal à croire à ce mythe fondateur inspiré par une pensée largement nataliste d'un temps qui me semble révolu. Soyons toutefois bon joueur ! Je suis prêt à admettre que la croissance numérique d'une population et la jeunesse de sa structure par âge ont pu être des atouts décisifs à une époque où le facteur humain était déterminant dans le processus de production, agricole ou industrielle, qui faisait largement appel à la puissance physique des travailleurs.

## Une question de contexte et de cohérence systémique

Autrement dit, Sauvy et ses disciples ont sans doute eu raison de redouter la dépopulation et le vieillissement lorsqu'ils ont découvert que les anciens équilibres des sociétés traditionnelles agraires étaient puissamment perturbés par l'irrésistible progression de la révolution démographique et sociétale.

Par contre, on peut penser qu'ils ont eu tort de persévérer ultérieurement dans leur condamnation du vieillissement lorsque la société industrielle a atteint de nouveaux paliers et a modifié profondément ses modes de production en même temps que les rapports sociaux, les styles de vie et les valeurs culturelles.

Dans ce contexte d'industrialisation et d'urbanisme accrus, mais aussi de perte de religiosité, de changement de la stratification sociale et d'émergence des démocraties parlementaires, il était impensable que les familles ne se restructurent pas et que la fécondité ne se réduise pas dans la foulée des progrès de l'hygiène et de la médecine.

Simple principe de cohérence systémique d'un système social : quand un de ses éléments importants entre en conflit avec l'ensemble auquel il appartient, il doit se reformer sous peine pour la société globale de sombrer elle-même dans le chaos.

On peut donc considérer que les dénonciateurs du vieillissement ont eu tort de s'obstiner à incriminer « l'esprit malthusien » et qu'ils ont manqué de clairvoyance en ne comprenant pas que le vieillissement n'était en somme qu'un « dommage collatéral » imputable à la révolution démographique, elle-même obligatoire pour maintenir la cohérence sociétale face aux évolutions technologiques et aux changements des modèles culturels et sociaux.

## Un manque de clairvoyance

Mais ce n'est peut-être pas le seul moment où les démographes ont manqué de clairvoyance. Alors que pendant des décennies, ils s'appliquèrent à faire comprendre au public que la baisse de la fécondité était la cause exclusive du vieillissement démographique et non, contrairement aux apparences, le recul de la mortalité qui était plutôt un facteur de rajeunissement puisqu'il profitait essentiellement aux enfants grâce à la spectaculaire diminution de la mortalité infantile, ils eurent quelque difficulté à modifier leur discours lorsque le vieillissement dû au rétrécissement de la pyramide des âges à la base



fut progressivement complété, puis supplanté, par un vieillissement au sommet dû aux progrès de la longévité et à la survie prolongée des personnes âgées de plus en plus nombreuses. Enfin, les vieux étaient devenus responsables du vieillissement !

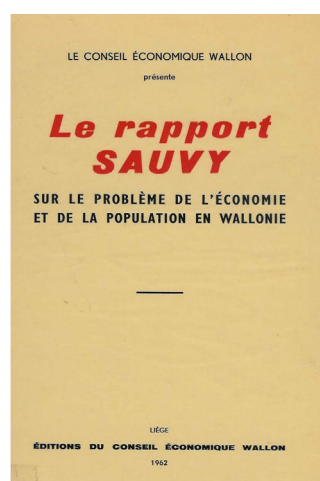
Cependant, cette quasi inversion de causes soulevait une question pour le moins délicate : si on ne pouvait plus incriminer l'égoïsme des couples puisqu'ils avaient repris le chemin des berceaux en faisant remonter l'indice synthétique de fécondité à des valeurs proches du taux de remplacement des générations, ou à peine légèrement inférieures, allait-on devoir mettre en cause les progrès de la lutte contre la mortalité aux âges élevés pour garder une ligne de conduite cohérente et continuer à dénoncer le vieillissement comme une catastrophe sociétale ?

Certains contempteurs du vieillissement comprirent qu'il était temps de revoir les anciennes théories et de prendre le vieillissement pour ce qu'il était vraiment, à savoir la conséquence d'un immense progrès individuel et collectif, mais d'autres, aveuglés par leur peur de « l'hiver démographique » ou leur phobie du « cancer social », préférèrent poursuivre leur croisade héroïque contre le vieillissement.

## Quand j'étais étudiant : le Rapport Sauvy

Si j'abandonne ici le récit des théories relatives au vieillissement pour évoquer le versant de mon expérience personnelle, je rappellerai que le hasard m'a mis en situation d'être confronté très tôt aux thèses de Sauvy à l'époque où j'étais encore étudiant à Liège. En 1962, année de l'obtention de mon diplôme universitaire, était paru un rapport dit « Rapport Sauvy » (Sauvy et Pressat, 1962) qui suscita un vif émoi dans la communauté francophone belge et constitua un véritable électrochoc dans la classe politique et les médias, provoquant des débats passionnés. En cause, la situation de la population wallonne présumée atteinte de dénatalité et jugée malade du fait de son différentiel de dynamique démographique comparativement à la Flandre.

Figure 2. Facsimilé du Rapport Sauvy, publié par le CRW, 1962



Le Conseil économique wallon (CEW) avait donc fait appel au professeur Sauvy, précédé par sa réputation française, pour poser un diagnostic et proposer des mesures correctrices semblables à celles mises

en œuvre en France, dont le déjà illustre chercheur ne manquait jamais de rappeler que son pays était un exemple pour les autres parce qu'il avait été confronté plus tôt aux mêmes problèmes de dénatalité et de vieillissement.

À cette époque, j'étais président du Cercle des Sciences sociales de l'Université de Liège et mon comité scientifique avait eu l'audace de solliciter l'auteur du Rapport pour donner une conférence sur ses conclusions et ses propositions de mesures politiques. À mon grand étonnement, Sauvy avait accepté notre demande et la conférence eut un succès qui dépassa toutes nos espérances et réunit un public comme rarement les cercles étudiants peuvent s'en prévaloir. J'ai donc contribué, sans en être vraiment conscient, à diffuser les thèses anti-vieillessement, même si à l'époque je n'avais aucune raison de les contester et si je ne m'étais pas encore forgé une opinion personnelle.

### Encadré 1. 1962 : le rapport Sauvy : un électrochoc politique en Wallonie

Le rapport fut commandité au démographe français par le Conseil économique wallon.

#### Comporte deux parties :

- Une partie technique de Roland Pressat qui établit des perspectives de populations basées sur le recensement belge de 1947.
- Une partie politique, réalisée par Alfred Sauvy et inspirée des dispositions mises en œuvre en France.

**Originalité** : traite la question démographique comme un problème « d'ethnies » (wallonne et flamande).

#### Deux types de mesures :

- Soutenir la fécondité défailante par des aides aux familles (allocations renforcées aux deuxième et troisième enfants) et des aides indirectes (bourses d'études, allocations de logement, mesures honorifiques, etc.).
- Encourager les migrations économiques pour suppléer aux pénuries d'emploi.

**Remarque** : le gouvernement unitaire de l'époque y répond en commanditant un autre rapport sur la politique de la population et de la famille (Rapport Delpérée – 1962) qui ne divergea guère sur le diagnostic mais bien sur les mesures préconisées, qui ne pouvaient être différentes en fonction des régions.

**Publication** : Alfred Sauvy et Roland Pressat, *Le rapport Sauvy sur le problème de l'économie et de la population en Wallonie*, Ed. du Conseil économique wallon, Liège, 1962, 50 p.

## Le rapport POLIWA : un autre regard sur la démographie

Figure 3. Facsimilé de la couverture du Rapport Poliwa (1977)



Ma conscientisation est intervenue beaucoup plus tard, dans les années 70, à l'occasion de la préparation d'un autre rapport, baptisé POLIWA (Gérard et Loriaux, 1977) dont je fus un des deux promoteurs, commandité par le secrétaire d'état aux affaires sociales (A. Moreau) à mon département de démographie. Il fit apparaître une vision renouvelée du vieillissement qui n'était plus perçu comme une catastrophe collective, mais comme une évolution nécessaire et inéluctable à laquelle il fallait s'adapter plutôt que d'essayer de le combattre, le plus souvent vainement.

Du coup, les objectifs à poursuivre n'étaient plus de relancer la fécondité et d'attirer des cohortes de travailleurs étrangers, mais d'agir pour rendre la société plus accueillante pour tous et combattre des fléaux comme la surmortalité infantile sévissant dans certaines régions wallonnes ou la surmortalité masculine. En outre, au lieu d'agir directement sur la fécondité des couples, il était préconisé d'améliorer d'abord l'accueil de l'enfant (en reprenant le beau slogan de la ligue des Familles : « Une société enfants admis »). Il en allait de même pour l'intégration des étrangers et pour la participation des femmes, trop souvent victimes de stéréotypes sur leurs rôles domestiques et ménagers. Et bien entendu, les personnes âgées n'étaient pas laissées de côté, puisque des mesures étaient proposées pour accroître leur participation à la société, en commençant par améliorer leurs conditions matérielles de vie, revenus et logement en priorité. Bref la lutte contre les inégalités en tous genres, sociales, économiques, sexuelles, ethniques et géographiques, était devenue prioritaire, bien loin des objectifs de croissance démographique et économique qui avaient prévalu jusque-là.

Pour la petite histoire, je préciserai que c'est à la complicité d'un ancien compagnon d'études (Marc Willems †) que nous avons dû d'obtenir ce contrat de recherche. Il était à l'époque chef de cabinet du secrétaire d'État qui avait les affaires sociales dans ses attributions et il reprochait aux chercheurs de réaliser des travaux qui prenaient souvent quelques années avant d'être finalisés, alors que le calendrier politique était souvent beaucoup plus bref. Piqué au vif par cette provocation, j'ai proposé à mon ami de réaliser le rapport sur la situation démographique wallonne qu'il souhaitait en un temps record de

6 mois avec une équipe restreinte de 6 jeunes chercheurs fortement motivés et un budget relativement limité (de l'ordre de 1,5 millions de francs belges).

Et nous avons réussi à tenir parole et à produire un document de bonne facture très complet et documenté, se démarquant radicalement du précédent rapport Sauvy. Malheureusement, il suscita plus de réactions négatives que d'adhésions enthousiastes.

Lors de sa présentation officielle à la presse (le même jour que l'inauguration du métro bruxellois, erreur de casting, le 20 septembre 1976 !), la ligue des familles (encore nombreuses) ne ménagera pas ses critiques, en nous ayant perçu comme d'affreux gauchistes infanticides alors que nous avons placé parmi les objectifs prioritaires l'accueil de l'enfant en reprenant même à notre compte son slogan fétiche : « Pour une société enfants admis ».

Pire, le ministre Moreau, qui n'avait sans doute pas pris la peine de lire le rapport commandité par son chef de cabinet, avait, dans son exposé introductif, clairement affiché ses convictions natalistes profondes. Même les féministes qui avaient sans doute pris connaissance du texte à travers leurs œillères sexistes, n'avaient pas compris que nous ne luttons pas pour l'asservissement de la femme aux tâches domestiques et à la reproduction, mais bien à leur libéralisation et à leur autonomisation.

Au bout du compte, cela explique sans doute que le rapport POLIWA, qui fourmillait pourtant de propositions de mesures concrètes, soit resté sans suite et surtout sans tentative de mise en œuvre pratique des politiques préconisées.

C'était prévisible dans la mesure où le parti du ministre commanditaire, le Rassemblement wallon, était un parti minoritaire fédéraliste qui fut d'ailleurs exclu de la coalition gouvernementale en 1977, année de la présentation du rapport.

### **Encadré 2. 1976 : le rapport POLIWA, une autre approche de la démographie**

Réalisé à la demande du secrétaire d'État aux affaires sociales wallonnes (A. Moreau) par une équipe du Département de démographie de l'UCL sous la direction de H. Gérard et M. Loriaux (composée de A. Bouchat, P.M. Boulanger, A. Lambert, M. Mallien, G. Masuy Stroobant + et O. Trinh +).

#### **Comporte deux parties :**

- État démographique de la Wallonie.
- Éléments pour une politique de population.

**Originalité :** renoncement à la fixation d'objectifs strictement démographiques (croissance démographique ou population stationnaire) qui sont remplacés par 9 objectifs sociaux.

#### **Objectifs :**

##### **– Politique de la santé**

- Réduction de la mortalité infantile et de la surmortalité masculine.

- **Politique de la famille et de la sociabilité**
  - Accueil de l'enfant et parenté responsable.
  - Intégration du Troisième âge.
- **Politique sociale de l'emploi et du travail**
  - Intégration volontaire de la population étrangère.
  - Frein à l'émigration non volontaire.
  - Promotion de l'activité féminine.
  - Réduction du chômage.

**Publication :** *État démographique de la Wallonie et éléments pour une politique de population*, UCL, Département de démographie, Publication du Centre d'étude de la population et la famille, Bruxelles, 1977, 412 p.

## Un encouragement américain

Il faut dire que lorsque moi-même et l'équipe chargée de la recherche préparions le rapport POLIWA, nous avons trouvé un support intellectuel dans un rapport de la Commission américaine sur la population<sup>3</sup> composée des meilleurs démographes et socio-économistes du pays qui, dans le préambule adressé au président Nixon, déclaraient qu'après deux ans de recherches intenses, ils n'avaient trouvé aucun argument, ni économique, ni sociologique, ni psychologique, pour justifier la poursuite d'une croissance démographique à long terme et que la stabilisation de la population restait le meilleur moyen d'assurer le bien-être des citoyens et la santé de la Nation.

Conforté par cette position officielle d'une commission à haute légitimité scientifique, j'ai fini par me convaincre également que les politiques strictement démographiques, telles qu'elles étaient proposées, risquaient d'être contre-productives et qu'il était préférable de leur substituer des politiques de nature plus qualitative que quantitative.

## Plaidoyer pour une politique démographique douce

L'hypothèse sous-jacente était bien entendu qu'en améliorant l'intégration des personnes fragilisées de la société ou les plus marginalisées, les étrangers, les femmes, les enfants, les personnes âgées, il serait possible de recréer, par des voies indirectes, une cohésion sociale et une certaine harmonie collective.

<sup>3</sup> The Rockefeller Commission Report, *Population Growth and the American Future*, Washington DC, march, 1972. (traduit en français par le Population Council, sous le titre : *Rapport de la commission d'enquête sur l'accroissement de la population et l'avenir des États-Unis*, New York, 1973).

Après tout, ce programme vieux d'une quarantaine d'années ne serait peut-être pas anachronique s'il était transposé à notre époque !

Plus tard, j'ai eu l'occasion de présenter notre rapport à un colloque de démographes français à Lille (Le colloque de Lille, 1979) en intitulant mon intervention « Plaidoyer pour une politique démographique douce », ce qui correspondait bien selon moi à notre philosophie, mais elle ne fut manifestement pas au goût de tout le monde puisque j'eus la surprise de découvrir dans un ouvrage de Pierre Chaunu (1979) une allusion à ma participation au colloque en se contentant de citer le titre de ma communication et en écrivant pour tout commentaire, en appel de note infrapaginale : « autrement dit, la politique du chien crevé au fil de l'eau », une appréciation aussi peu élogieuse que difficile à comprendre sous la plume d'un grand historien, professeur au Collège de France. Cela illustre parfaitement le climat émotionnel tendu qui entourait le vieillissement, capable comme nul autre phénomène de déclencher des passions incontrôlables.

### Encadré 3. Des politiques plus sociales et plus qualitatives

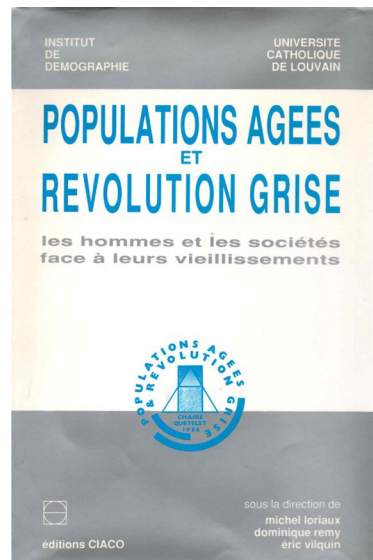
1. **Les politiques démographiques sensu stricto visent un nombre limité d'objectifs, le plus souvent à finalité quantitative**, du genre croissance numérique des populations à visée de puissance économique ou militaire (ou au contraire diminution des effectifs dans une perspective écologique).
2. **Les variables opérationnelles d'intervention sont peu nombreuses** : en gros la **natalité/fécondité** (soit limiter les naissances, comme dans les PVD, soit les encourager) ; la **mortalité/santé** (réduire la mortalité, l'objectif de l'augmenter n'étant pas moralement acceptable) ou encore maîtriser les **flux migratoires** (soit en les encourageant – migrations économiques – soit en les limitant).
3. Il n'y a pas à proprement parler de **politique anti-vieillesse** puisqu'elles passent essentiellement par des interventions sur la natalité (primes de naissance, allocations familiales, etc.) et/ou sur les migrations.
4. **Beaucoup de politiques à visée démographique se sont révélées peu efficaces**, surtout lorsqu'elles vont à contre-courant des tendances sociétales « naturelles » ; elles sont même parfois contre-performantes.
5. **Une alternative plus convaincante est d'encourager des politiques à connotation plus sociale que démographique, avec des objectifs plus qualitatifs que quantitatifs**, tels que lutter contre les inégalités sociales ou les disparités géographiques (par ex surmortalité masculine, mortalité infantile) et faciliter l'accueil des enfants et l'intégration des personnes fragilisées ou marginalisées (les femmes au foyer, les étrangers, les SDF, les personnes âgées isolées, etc.).

**Remarque** : autrement dit des **politiques plus « douces »**, qualifiées par l'historien nataliste, Pierre Chaunu de « politiques du chien crevé au fil de l'eau ». (1986)

**Publication** : *Le colloque de Lille : la baisse de la fécondité : limites et opportunité d'une action des pouvoirs publics* (6<sup>e</sup> colloque de démographie, avril 1979).

## L'émergence de la révolution grise

Figure 4. Facsimilé de la couverture de la Chaire Quetelet 86 : Populations âgées et révolution grise



Après le rapport POLIWA, il me fallut encore une petite dizaine d'années pour que ma vision renouvelée du vieillissement aboutisse à une formulation définitive à travers un concept nouveau : celui de « révolution grise ». L'idée était déjà acquise que le vieillissement ne devait plus être perçu comme une catastrophe collective, mais comme une évolution nécessaire et inéluctable à laquelle il fallait s'adapter plutôt que d'essayer de la combattre, souvent vainement.

Il restait à trouver un slogan mobilisateur et je fus influencé dans sa recherche par des expressions présentes dans la littérature comme « le continent gris » pour désigner la montée en puissance des personnes âgées, ou par la création aux USA d'un mouvement revendicatif s'étant autoproclamé les « panthères grises » (*grey panthers*) en guise d'avertissement pour affirmer leur volonté d'occuper leur place légitime dans la société (Benoit-Lapierre, 1983 et Huguenin, Gossard, 2003).

## Un article prémonitoire de Louis Dirn

Je fus également influencé par un article que je considère comme fondateur du mouvement, en l'occurrence celui paru sous la plume de Louis Dirn en 1984 dans la revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) sous le titre prémonitoire « Le troisième âge animera la société française ». Louis Dirn était en fait un pseudonyme derrière lequel se profilait le sociologue bien connu Henri Mendras<sup>4</sup>. En apportant une vision renouvelée des personnes âgées, il rompait pour la première

<sup>4</sup> Louis Dirn était l'anagramme de « Lundi soir », une façon de rappeler que l'auteur se réunissait avec les membres de son équipe de recherche tous les lundis pour débattre de scénarios sur l'évolution future de la société. Il est troublant de remarquer que l'auteur, qui fut un des premiers à annoncer la « fin des paysans » (1967) fut aussi celui qui annonça en priorité l'avènement du troisième âge comme force sociale et politique.



fois avec la présentation misérabiliste des vieux, rebaptisés pour la circonstance troisième âge, une façon de les mettre en valeur face aux autres classes d'âge et de démontrer qu'ils étaient devenus, à travers leur nouveau statut de retraités, une force sociale significative susceptible de peser dorénavant dans un grand nombre de domaines de l'activité sociétale.

Ainsi, pour la première fois sans doute, l'accent n'était plus mis exclusivement sur les aspects négatifs des personnes âgées et les pertes dont elles sont généralement victimes et mises en exergue par la science gérontologique (pertes de santé et de mobilité, pertes d'aptitudes physiques et psychologiques, pertes d'emploi et de statut social, pertes de revenu, pertes de réseaux sociaux, pertes de membres de leur parentèle, etc.). Pour la première fois, les personnes âgées n'étaient plus perçues à travers les stéréotypes classiques qui les désignaient – et les désignent encore parfois – comme d'extraction modeste, peu instruites, pauvres, malades ou handicapées, isolées, privées de dynamisme, moralement laxistes et politiquement conservatrices.

## Des aînés plus fréquentables

Dorénavant, comme par un coup de baguette magique, les personnes âgées étaient devenues fréquentables et chargées de vertus nouvelles. Il n'était pas question de gommer les carences et les faiblesses bien réelles des aînés, mais d'y opposer des caractéristiques positives les revalorisant et de mettre en évidence les éléments de capital dont ils disposaient de nature à rétablir un bilan plus équilibré.

Trois caractéristiques étaient décisives pour cette réhabilitation : un capital économique élevé à travers des revenus de retraite revus à la hausse et la détention d'une partie importante du patrimoine collectif permettant aux aînés de renouveler la demande de biens et de services, au point de supplanter les ménagères de 40 ans, mères de famille, comme cible privilégiée des agences de marketing ; un capital social et politique en pleine expansion du fait de l'accroissement rapide du nombre des personnes âgées susceptibles de peser sur les décisions politiques par leur poids électoral ; enfin un capital culturel accru par la détention d'une part de plus en plus importante du temps libéré grâce à l'élévation de l'espérance de vie et à une productivité du travail supérieure ayant permis une diminution spectaculaire du temps de travail.

Bien entendu, à côté de ces atouts nouveaux, les personnes âgées continuaient à souffrir de plusieurs handicaps, dont les problèmes de morbidité et de dépendance pour les plus âgés et la perte de statut social et de réseaux relationnels liée à l'arrêt de la vie professionnelle pour les plus jeunes. Mais l'important était surtout qu'elles cessaient d'être systématiquement stigmatisées comme des consommateurs « incontinents », accaparant une grande partie des ressources collectives à cause notamment du coût croissant des soins de santé, ou comme les fossoyeurs de nos régimes de sécurité sociale à cause de la prolongation des périodes de retraite du fait de l'allongement de la vie.

Encore fallait-il pour exploiter ces atouts qu'ils interviennent dans un contexte sociétal favorable où les personnes âgées retrouvaient un statut de citoyen à part entière (et non de deuxième et troisième zone) et un rôle de producteur d'utilités collectives (et non plus de simple consommateur passif, même s'il en a retrouvé les moyens financiers).

## La Chaire Quetelet 1986 : changement de paradigme

Ce fut le rôle de la Chaire Quetelet édition 1986 de débattre de ces questions sous le titre : « Populations âgées et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements ».

Je peux dire, sans aucune forfanterie, que ce fut probablement un des colloques les plus importants qu'il nous fut donné d'organiser dans la série des Chaire Quetelet, avec sa centaine de communications, et ses quelques 250 participants de toutes disciplines et tous horizons géographiques. Pour la première fois sans doute, furent rassemblés pendant trois jours autant de médecins, de démographes, de gérontologues, de sociologues, d'économistes ou d'historiens, tous préoccupés par l'avenir des sociétés vieillissantes et par la façon de rencontrer les multiples défis qu'allaient devoir affronter les générations montantes.

### Encadré 4. 1986 : une chaire Quetelet qui fait date

En 1986 (du 6 au 10 octobre) eut lieu la douzième Chaire Quetelet organisée par l'institut de démographie de l'UCL, sous le titre : *Populations âgées et révolution grise : les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*.

Les volumineux actes furent publiés en 1990 par les éditions de la CIACO.

#### Originalité :

- Une approche multisectorielle et multidisciplinaire.
- 250 participants et une centaine de communications (1 100 pages).
- Présence de nombreux spécialistes mondiaux du vieillissement (français, canadiens, américains, suisses, britanniques, autrichiens, belges).

#### Objectifs :

- Renoncer à croire que le « remède » réside dans la lutte contre la dénatalité.
- Rompre avec le catastrophisme du passé et considérer le vieillissement comme un atout à la fois pour les individus et pour les sociétés.
- Jeter un regard prospectif sur les changements démographiques en cours

#### Un vieillissement qui transforme la physionomie des sociétés :

- De strictement démographique qu'il était à l'origine, le vieillissement a propagé ses effets dans tous les grands secteurs de l'activité sociétale.
- C'est à ce titre qu'on doit le considérer comme un courant lourd puissamment interconnecté à l'ensemble des autres courants lourds (technologies, tertiarisation de l'économie, féminisation de la main-d'œuvre, promotion de la qualité de vie, démocratie participative, etc.). C'est aussi pour cette raison qu'il n'est guère imaginable, ni opportun, de vouloir renverser la tendance au vieillissement (processus irréversible) par des politiques volontaristes le plus souvent inefficaces.
- Parmi les secteurs les plus affectés par le vieillissement, on peut citer ceux de
  - la population active et les taux de participation,

- la santé et la qualité de vie,
- le financement de la protection sociale,
- la transmission patrimoniale,
- l'habitat gérontologique et l'hébergement en institution,
- les loisirs et l'occupation du temps libéré,

mais aussi et surtout

- les solidarités familiales et publiques,
- les relations intergénérationnelles.

**Publication** : Michel Loriaux, Dominique Remy et Eric Vilquin (eds), *Populations âgées et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements, Actes du Colloque « Chaire Quetelet 86 »*, Institut de Démographie, UCL, éditions CIACO, Louvain-la-Neuve, 1990, 1 118 p.

Il n'y avait pas de mot d'ordre imposé, mais une volonté partagée de sortir des vieilles représentations et des modèles catastrophistes du passé. L'idée dominante était qu'un nouveau paradigme devait se substituer à l'ancien et décréter que l'objectif ne serait plus dorénavant de modifier les structures démographiques pour les rendre compatibles avec les anciennes structures de société, mais bien de modifier celles-ci pour les rendre compatibles avec nos nouvelles structures de population. En termes plus simples : « adapter la société à l'homme plutôt que l'homme à la société ». Le pari était audacieux car la voie était étroite et pavée d'embûches, mais en même temps c'était la seule façon de reconnaître que la transition démographique à laquelle était associé historiquement le vieillissement était irréversible et représentait, sans doute pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une première grande victoire de l'homme sur les maladies et la mort.

Les lecteurs auront compris que la révolution grise était à mes yeux une révolution non seulement de l'allure physique (les tempes grises de plus en plus nombreuses), mais surtout de l'intelligence, avec la référence à la matière grise de nos cerveaux qu'il s'agissait de mettre au défi de repenser totalement l'organisation de nos sociétés. Vaste chantier s'il en est, car le vieillissement démographique, en progressant en importance et en changeant de nature (vieillesse par haut plutôt que par le bas) a cessé rapidement d'être purement démographique pour devenir sociétal ou, si on préfère, pour s'apparenter à un fait social total, selon la définition d'un des pères de la sociologie, Marcel Mauss.

## Tous les secteurs sont touchés

Autrement dit, le vieillissement, en bouleversant les structures par âge des populations, a entraîné des transformations dans la plupart des autres secteurs de l'activité sociétale et peut être considéré à ce titre comme un courant sociétal lourd en même temps qu'un processus irréversible.

Bien sûr, un des secteurs les plus directement concernés par les effets du vieillissement est celui de la santé, qu'il s'agisse des soins hospitaliers ou des soins à domicile, mais aussi celui de l'hébergement en

institution ou à domicile. L'éducation n'est pas non plus en reste si on se réfère au succès des universités du troisième âge ou du temps libre. Quant au secteur de l'activité économique, il a dû aussi s'adapter aux transformations structurelles de l'emploi, car si le vieillissement concerne principalement les classes plus âgées de la population, les classes les plus jeunes ne sont pas pour autant épargnées dans la mesure où le vieillissement touche aussi les catégories de travailleurs dont l'âge moyen s'élève en même temps que la population totale voit le sien progresser (c'est d'ailleurs une façon différente de mesurer le vieillissement par l'âge moyen de la population).

En outre, le vieillissement par la base, qui réduit l'importance des classes jeunes, aboutit à mettre sur le marché du travail des cohortes de travailleurs moins nombreuses qui peuvent entraîner des pénuries d'emplois dans certains domaines de l'activité, sauf si l'ampleur du chômage est telle que cette diminution des effectifs de demandeurs d'emploi peut être perçue comme une opportunité avantageuse.

Et de l'autre côté de la pyramide des âges actifs, c'est en quelque sorte une situation inverse qui se présente puisque les travailleurs âgés, qui appartiennent à des générations anciennes plus nombreuses, sont souvent victimes de discrimination et d'exclusion qui entraînent une élévation importante de leurs taux de chômage. Bref, il existe un vieillissement dans le vieillissement qui peut toucher des classes relativement jeunes et générer des problèmes nouveaux auxquels nos modes d'organisation ne sont pas adaptés.

## Sauvy, un homme d'honneur

Pour terminer, je m'en voudrais de ne pas vous rapporter une anecdote assez révélatrice du climat de tension qui a régné autour du vieillissement.

Lorsque la Chaire Quetelet s'est terminée, j'ai voulu en faire la promotion en soumettant à la presse des articles relatant l'événement. Question d'assurer notre communication comme on dit aujourd'hui. Si l'accueil fut excellent du côté de la presse belge, je n'avais pas réussi à mobiliser les grands journaux français.

L'idée me vint donc – audace extrême – de solliciter l'appui d'Alfred Sauvy, que j'avais pourtant hésité à inviter parce que je craignais que le souvenir encore chaud de son rapport sur la Wallonie ne vienne perturber le message que je voulais faire passer dans l'opinion, mais dont je savais qu'il tenait par ailleurs une rubrique régulière dans le *Monde*, pour lui demander d'intervenir auprès de la rédaction afin d'accueillir dans les colonnes du journal un des articles que j'avais préparé.

Non seulement, il me répondit personnellement une longue lettre où il décrivait la difficulté de la démarche, le *Monde* étant selon lui une sorte de forteresse difficile à investir par n'importe quel quidam désireux d'y faire passer ses messages, mais surtout aussi où il me disait sa désolation de découvrir à quel point mes idées sur le vieillissement étaient frileuses (sic !). Il terminait cependant en m'annonçant qu'il avait néanmoins transmis ma requête au rédacteur en chef du journal.

Quelques jours plus tard celui-ci me téléphona pour m'annoncer qu'il trouvait l'article très intéressant et qu'il le publierait en page 2 le lendemain en compagnie d'un autre article d'Anne-Marie Guillemard annonçant son dernier livre « sur le déclin du social » (1987, PUF).

Ce jour-là, je compris que Sauvy, dont j'avais pourtant contesté les thèses les plus personnelles sur le vieillissement en y opposant un paradigme radicalement différent, pouvait faire preuve d'une grande noblesse de caractère et d'une intégrité scientifique peu commune, contrastant avec les silences de ceux qui trouvaient plus efficaces d'occulter mes théories pour ne pas leur faire une publicité redoutée.

## La révolution grise : un bilan mitigé

Une trentaine d'années se sont écoulées depuis cette Chaire Quetelet particulière consacrée à la « révolution grise » et le moment est peut-être venu de tenter d'en réaliser un bilan.

Je dirais a priori que ce bilan est plutôt mitigé car si le concept de révolution grise a été plutôt bien accueilli et a même fait des émules, au point de faire disparaître la trace de l'initiateur (moi en l'occurrence), les mesures adoptées concrètement pour favoriser l'émergence de cette politique nouvelle à l'égard des personnes âgées n'ont guère été convaincantes, quel que soit le pays.

Sans doute le changement de paradigme était-il trop radical pour être accepté sans résistance. De mon côté, j'ai souvent dû faire face à des railleries ou des moqueries pas forcément amicales, du genre « prophète de la géritude » ou « laudateur du vieillissement », jusqu'au jour où je fus convié par le comité de rédaction de la revue *Population* à proposer un article pour le n° spécial du cinquantième de l'INED. Ce jour-là, je compris que le vent avait tourné et que mes théories finissaient par être prises au sérieux, même si les autorités de l'INED jugèrent prudent de me mettre sous tutelle en me faisant partager leurs colonnes avec un nataliste convaincu, Jacques Henripin, dans un « discours à deux voix ». Ce qui ne m'embarrassait pas dans la mesure où j'avais un grand respect et une réelle amitié pour le démographe québécois (malheureusement décédé en 2013), dont je conviens qu'il avait de bonnes raisons de craindre la dénatalité à cause de l'envahissement de la Belle Province par le monde anglophone environnant. Notre opposition fut donc plus intellectuelle que réelle et resta très courtoise.

### Encadré 5. 1995 : le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'INED. Une réhabilitation aussi tardive que stimulante

- En 1995, l'INED fête le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa création (par A. Sauvy) et consacre à l'événement un n° spécial de la revue *Population*.
- Une partie de la revue est réservée au vieillissement à travers un « discours à deux voix ».
- Une des voix est celle d'un démographe canadien reconnu, **Jacques Henripin+**, québécois et nataliste affiché (« **Vieillissement de la population : inconvénients et adaptation** »).
- L'autre voix est celle de **Michel Loriaux** qui a l'occasion pour la première fois de présenter ses théories dans *Population* (« **Du vieillissement démographique à l'intégration des âges : la révolution de la géritude** »).
- L'échange est vigoureux mais courtois et confirme que la « révolution grise » a dorénavant acquis ses lettres d'accréditation dans la communauté des démographes.

**Publication :** Le vieillissement : discours à deux voix, J. Henripin « Vieillissement de la population : inconvénients et adaptation » ; M. Loriaux « Du vieillissement démographique à l'intégration des âges : la révolution de la gèritude », Répliques et contre-répliques, *Population* n° 6, 1995, pp. 1 591-1 638.

Ce fut donc dans un climat apaisé que j'ai abordé la dernière décennie du xx<sup>e</sup> siècle, mais en comprenant mieux que les véritables enjeux des sociétés n'étaient pas forcément ceux que l'on imagine habituellement.

## Le maintien de la cohésion sociale : une priorité absolue

Force est en effet d'admettre que le vieillissement démographique, en tant qu'augmentation du nombre et de la proportion des personnes âgées dans une société, n'est pas en soi la source la plus inquiétante de préoccupations, même s'il est vrai qu'il soulève des problèmes de gestion de ressources souvent insuffisantes, surtout en période de crise économique et de récession comme celle que nous connaissons actuellement.

Je suis personnellement convaincu que l'urgence n'est pas de se polariser en priorité sur les questions à incidence financière, comme le financement des pensions et des dépenses de santé, ou l'hébergement des personnes âgées dépendantes, qui restent bien évidemment des préoccupations majeures, mais de veiller avant tout de maintenir la cohésion sociale et de rétablir la solidarité compromise entre les générations.

Les risques d'affrontements entre générations sont en effet d'autant plus nombreux aujourd'hui que les générations sont elles-mêmes plus nombreuses, dans une gamme d'âges s'échelonnant de 0 à plus de 100 ans, grâce aux progrès de la lutte contre la mort, et que ces générations, socialisées à des époques très différentes, se réfèrent à des modèles culturels et à de valeurs très différentes, de sorte que leurs besoins et aspirations sont eux-mêmes fortement contrastés et risquent d'entrer en opposition lorsque des arbitrages s'avèrent nécessaires.

La guerre des générations, si souvent évoquée dans les congrès spécialisés, ne se profile peut-être pas encore vraiment à l'horizon, mais en revanche il est clair que les solidarités collectives, tellement essentielles dans les sociétés vieillissantes, risquent d'être mises à mal si le climat délétère de méfiance des uns vis-à-vis des autres, des jeunes contre les vieux, des pauvres contre les riches, des malades contre les bien-portants, des autochtones contre les étrangers, se propage en s'accroissant.

Les systèmes de protection sociale, si durement acquis, seront touchés en premier lieu et les malades, les handicapés, les chômeurs, les minimexés, ainsi que tous les retraités seront les premières victimes d'un système généreux qui n'a pas su tenir ses promesses historiques, parce qu'il a été retoqué à l'aune d'un libéralisme mal digéré qui reste branché sur une modèle de fonctionnement de nos sociétés basé sur l'accumulation, la consommation et la concurrence et dont on voit aujourd'hui qu'il a atteint ses limites, sans disposer pour autant de modèles alternatifs crédibles à lui opposer.

## L'urgence d'un nouveau contrat social intergénérationnel

Mais même si des changements radicaux de nos modes de fonctionnement sociétaux ne semblent pas pour l'instant à l'ordre du jour, il ne s'agit pas pour autant de renoncer à toute intervention, car des mesures concrètes restent à la portée de nos initiatives politiques, à commencer peut-être par l'une des plus importantes et des plus urgentes, à savoir la négociation d'un nouveau contrat intergénérationnel, prenant la relève du contrat qui a été négocié au cours du xx<sup>e</sup> siècle et qui a permis de maintenir un climat de pacification entre les classes sociales autour d'une question essentielle : le partage des richesses collectives. Aujourd'hui, que les classes se sont quelque peu effacées devant les générations, il devient urgent de revoir les conditions de ce partage en tenant compte des nouvelles contraintes liées à la mutation des âges.

### Encadré 6. D'un contrat social en décomposition à un contrat rénové à inventer

#### Constat :

Le contrat social qui a été négocié au cours du xx<sup>e</sup> siècle, et qui a prouvé son efficacité, est actuellement en **voie de décomposition**.

#### Symptômes :

- remise en cause des systèmes de retraite par répartition,
- dénonciation des systèmes d'avancement par l'âge dans l'entreprise,
- affaiblissement des systèmes de reconnaissance à l'égard des générations anciennes dans la famille,
- contestation de l'autorité dans les écoles.

#### Remèdes :

- Sécuriser les nouveaux parcours des âges devenus plus complexes et plus incertains du fait des nouveaux risques (obsolescence des savoirs, multiplication des périodes d'inactivité, multiples reconversions professionnelles, etc.).
- Réaffirmer l'interdépendance des générations (aussi avec les classes sociales et les sexes).
- Repenser les mécanismes de répartition et de redistribution des ressources collectives (revenu universel, etc.).
- Sauvegarder le principe de répartition dans l'organisation des système de protection sociale sans refuser l'apport d'autres sources que les cotisations sociales : Impôts, taxes sur la valeur ajoutée, le capital, les transactions financières, etc.

#### Décision : négocier un nouveau contrat social INTERGÉNÉRATIONNEL

- Gérer la pluralité des âges dans le respect des spécificités générationnelles (diversité des conditions de vie et des modèles culturels dues notamment à l'accélération de l'histoire).

#### Des mesures concrètes à notre portée : quelques pistes à prospecter :

- Limiter l'impact des modèles culturels basés sur la ségrégation des âges.
- Développer une éthique des sociétés vieillissantes.



- Reconnaître les personnes âgées comme des citoyens à part entière qui ont à assumer un rôle social d'animation de la société (= réhabilitation du troisième âge).
- Encourager l'exercice du bénévolat, des secondes carrières ou de la pluriactivité et supprimer les obstacles administratifs et juridiques à la participation des aînés.
- Mettre en œuvre une comptabilité intergénérationnelles pour mesurer le flux d'échanges entre les générations.
- Encourager la formation de groupements de personnes âgées, y compris éventuellement par la création de partis politiques représentatifs du troisième âge.
- Revaloriser les pensions, en particulier les plus modestes et les adapter au niveau de bien-être

#### Publications :

X. Gaullier, *Les temps de la vie. Emploi et retraite*, Paris, Esprit, 1999.

X. Gaullier, *Le temps des retraites. Les mutations de la société salariale*, Paris, Seuil, 2003.

M. Loriaux, « Croissance démographique et générations nouvelles », *La Revue Nouvelle*, n° 5-6, mai-juin 1999, pp. 154-164.

M. Loriaux, « Des vieillards aux seniors : l'émergence de la société multigénérationnelle », *Recherches sociologiques*, n° spécial : Belgique 2000 : entre régulations globales et exigences réflexive, vol XXXI, n° 1, 2000, pp. 159-171.

M. Loriaux, « POLIWA + 30 : la politique des âges wallonne est-elle à la hauteur de nos aspirations ? », *Revue Wallonie*, 2005, pp. 9-22.

## Réhabiliter le troisième âge

Mais au-delà de ce constat fondamental, d'autres pistes plus simples, mais peut-être plus concrètes, méritent d'être prospectées. L'une des plus importantes est sans doute de prendre des dispositions pour reconnaître les personnes âgées comme des citoyens à part entière qui ont à assumer un rôle social d'animation de la société de façon à réhabiliter le troisième âge.

Les Nations-Unies ont compris l'importance de cette reconnaissance en lançant il y quelques années (2012), avec peut-être il est vrai un peu de retard, le concept de « vieillissement actif », une façon de rendre aux aînés les rôles sociaux dont ils avaient été privés en les reléguant dans un rôle passif de consommateurs et de citoyens de seconde zone. Une des agences des Nations-Unies, l'OMS, a aussi apporté sa contribution en développant à travers le monde un ambitieux projet de « villes amies des aînés », auquel la Wallonie a apporté son adhésion.

Cet objectif de réhabilitation se réalisera notamment en limitant l'impact sur le public des modèles culturels négatifs basés sur la ségrégation des âges, mais aussi en supprimant les obstacles administratifs et juridiques à la participation des aînés à la vie collective, ou même en mettant en œuvre une comptabilité intergénérationnelle susceptible de mesurer les flux d'échanges entre les générations pour démontrer qu'ils ne sont pas forcément déséquilibrés en faveur des aînés et que ceux-ci contribuent de multiples façons au développement et à l'entretien des jeunes générations.

Une autre mesure importante est d'encourager la formation de regroupements de personnes âgées, notamment dans le secteur associatif (y compris même si c'est nécessaire par la création de partis politiques représentatifs du troisième âge), ou, en tout cas, d'éliminer les obstacles à l'exercice de fonctions électives par des personnes âgées en révisant les statuts des partis traditionnels. Il n'est pas normal que des groupes importants d'aînés, constituant jusqu'à un tiers ou un quart de la population totale, n'aient pas le droit de désigner des représentants politiques propres, à tous les niveaux du pouvoir législatif, et pas seulement dans de vagues conseils consultatifs du troisième âge, sans guère de compétences réelles, comme c'est le cas actuellement.

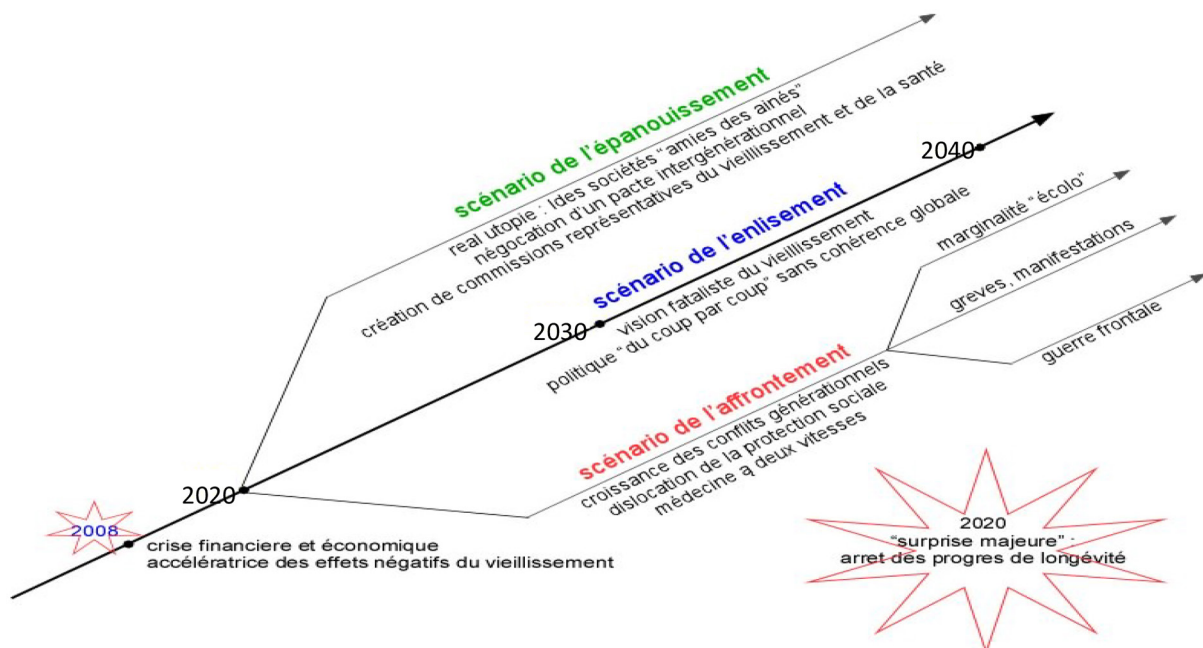
## Trois scénarios pour un avenir incertain : de l'enlisement à l'épanouissement

Finalement, la question peut être soulevée de savoir comment nos sociétés vieillissantes sont susceptibles d'évoluer dans l'avenir en fonction des politiques qui seront mises en œuvre, plus ou moins audacieuses ou au contraire classiques et traditionnelles. Trois scénarios contrastés peuvent être mis en exergue.

J'ai qualifié le premier, celui de l'enlisement et c'est lui qui, malheureusement, peut être considéré comme le plus probable. Ce sera le cas si le vieillissement est accepté comme une fatalité qui suscite des craintes et auquel il faut essayer de s'adapter. Il serait perçu comme une accumulation de pertes qu'il faut assumer en tentant d'en réduire l'impact et les politiques minimalistes mises en œuvre s'enliseront dans le « coup par coup », sans véritable cohérence globale.

Un deuxième scénario, plus redoutable, est celui de l'affrontement entre générations qui s'organiserait à partir de conflits intergénérationnels pouvant prendre des formes d'oppositions diverses, depuis une certaine marginalité écolo jusqu'à une guerre frontale, en passant par des grèves et des manifestations.

Figure 6. Prospective 2020-2040 : trois scénarios, de l'enlisement à l'épanouissement



Enfin, le troisième scénario, le plus souhaitable, mais aussi peut-être le plus *utopiste*, est celui-ci dit de l'*épanouissement*. Le vieillissement serait alors perçu au niveau individuel comme un formidable progrès humain et au niveau collectif comme une meilleure façon d'interfacer nos structures démographiques et nos évolutions sociétales. Un nouveau pacte intergénérationnel serait négocié avec succès et la Wallonie (mais aussi les autres régions ou les autres pays) s'engagerait courageusement dans la voie d'une région (d'un pays) pleinement amie des aînés, à l'instar des propositions de l'OMS.

Il est difficile pour l'heure de départager ces scénarios, même s'ils ont des niveaux de probabilité différents, car leur réalisation dépendra de la façon dont les pouvoirs publics et les décideurs de tous bords appréhenderont le phénomène de vieillissement, comment ils s'adapteront aux besoins des personnes âgées en reconnaissant que leur autonomie de décision est un facteur essentiel de leur bien vieillir et comment ils feront en sorte que les générations soient en mesure de coopérer pour la réalisation d'un modèle de société partagé par tous les âges, les sexes et les catégories sociales.

## Références bibliographiques

- Le colloque de Lille. 1979. *La baisse de la fécondité. Limites et opportunité d'une action des pouvoirs publics*, 6<sup>e</sup> colloque de démographie, avril 1979.
- Benoit-Lapierre N. (dir.). janvier 1983. *Le continent gris. Vieillesse et vieillissement*, *Communications*, 37, 1983.
- Chaunu P. 1979. *Un futur sans avenir*, Histoire et population, Calman Levy, 315 p.
- Commission européenne. 2005. *Face aux changements démographiques, Une nouvelle solidarité entre générations*, *Livre vert*, Bruxelles.
- Dirn L. juillet 1984. *Le troisième âge animera la société française*, *Revue de l'OFCE*, vol 8, n° 8, pp. 141-161.
- Dumont G. F. mai-juin 2003. *Vieillesse et gérontocroissance*, *Population et Avenir*, n° 663.
- Gaullier X. 2003. *Le temps des retraites. Les mutations de la société salariale*, Paris, Seuil.
- Guillemard A.-M. 1986. *Le déclin du social*, Paris, PUF.
- Gérard H., Loriaux M. (dir.). 1977. *État démographique de la Wallonie et éléments pour une politique de population. Rapport POLIWA*, Dept. de Démographie, UCL, Document du Centre d'études de la population et de la famille, Bruxelles, n° 2, 412 p.
- Henripin J., Loriaux M. 1995. *Le vieillissement : discours à deux voix*, J. Henripin, *Vieillesse de la population : inconvénients et adaptation* ; M. Loriaux, *Du vieillissement démographique à l'intégration des âges : la révolution de la gèritude*, Répliques et contre-répliques, *Population* n° 6, pp. 1 591-1 638.
- Huguenin J., Gossard R. 2003. *La révolte des vieilles. Les panthères grises toutes griffes dehors*, Paris, L'Harmattan, 184 p.
- Lemaire A. 1921. *La Wallonie qui meurt. Étude sur la natalité en Wallonie*, Action catholique, Bruxelles, 120 p.
- Levy M. 1990. *Alfred Sauvy, compagnon du siècle*, Paris, La Manufacture, 284 p.
- Loriaux M., Remy D., Vilquin E. (eds). 1990. *Populations âgées et révolution grises. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*, Actes du Colloque « Chaire Quetelet 86 », Institut de Démographie, UCL, Louvain-la-Neuve, éditions CIACO, 1 118 p.

- Loriaux M. mai-juin 1999. *Croissance démographique et générations nouvelles*, *La Revue Nouvelle*, n° 5-6, pp. 154-164.
- Loriaux M. 2000. *Des vieillards aux seniors : l'émergence de la société multigénérationnelle*, *Recherches sociologiques*, n° spécial : Belgique 2000 : entre régulations globales et exigences réflexives, vol XXXI, n° 1, pp. 159-171.
- Loriaux M. 2000. *De la géritude à l'alliance des âges : plaidoyer pour la défense de l'intergénérationnel*, *L'Observatoire* (dossier : inégalités et solidarités intergénérationnelles), n° 29, pp. 38-43.
- Loriaux M. 2005. *POLIWA + 30 : la politique des âges wallonne est-elle à la hauteur de nos aspirations ?*, *Revue Wallonie*, n° 82 spécial : *La Wallonie face aux défis démographiques*, pp. 9-22.
- Loriaux M. 2019. *Vieillesse, longévité et révolution grise : un combat perdu ou une utopie à (re)penser ?* in Blöss Thierry et Blöss-Widmer Isabelle (eds), *Penser le vieillissement en Méditerranée. Données, processus et liens sociaux*, Paris, Karthala, pp. 125-149.
- Minc A. 1987. *La machine égalitaire*, Paris, Grasset, 284 p.
- Sauvy A. 1953. *Un exemple pour la Wallonie. La renaissance démographique française*, *Revue du CEW*, n° 2, pp. 14-21.
- Sauvy A., Pressat R. janvier-avril 1962. *Le problème de l'économie et de la population wallonne*, *Revue du CEW*, n° 54-55, 50 p.
- The Rockefeller Commission Report. march 1972. *Population Growth and the American Future*, Washington DC. Traduction française : population council. 1973. *Rapport de la commission d'enquête sur l'accroissement de la population et l'avenir des États Unis*, New York.